



## Message 2019-DSJ-180

16 décembre 2019

### **du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message présentant la demande d'un crédit d'étude en vue de la réalisation de la seconde étape de la stratégie de la planification pénitentiaire 2016–2026 révisée, qui vise la fermeture définitive de la Prison centrale.

Le projet de décret porte sur un crédit de 1,8 million de francs, prévu au plan financier 2020–2023, qui devra permettre de développer les projets et de déterminer les coûts des infrastructures nécessaires pour le remplacement de la Prison centrale, bâtiment de 80 places pour la détention avant jugement, la détention administrative et les peines privatives de liberté de substitution, et de la Maison de détention des Falaises, infrastructure adjacente de 20 places pour le travail externe et la semi-détention.

Le présent message comprend les points suivants:

<b>1. Contexte</b>	<b>2</b>
<b>2. Déroulement des travaux</b>	<b>2</b>
2.1. Mise en place d'un groupe de travail interdisciplinaire	2
2.2. Révision de la planification pénitentiaire et rapport sur la fermeture de la Prison centrale	2
<b>3. Nécessité de la fermeture de la prison centrale</b>	<b>2</b>
<b>4. Choix de l'implantation sur le site de Bellechasse</b>	<b>3</b>
4.1. Composition actuelle de la Prison centrale et des Falaises	3
4.2. Remplacement de la Prison centrale	3
4.3. Remplacement des Falaises	4
<b>5. Programme des locaux</b>	<b>4</b>
5.1. Nouveau bâtiment «Bibera»: adaptation du bâtiment des EAP et construction d'une annexe adjacente	4
5.2. Création d'un pôle alimentaire	5
5.3. Adaptation du parking	5
5.4. Nouveau bâtiment «Passerelle» sur le site de l'ancienne école de Sugiez pour la semi-détention et le travail externe	6
<b>6. Conséquences financières</b>	<b>6</b>
6.1. Coûts d'investissement	6
6.1.1. Coûts de construction	6
6.1.2. Autres coûts liés aux réalisations à venir	6
6.2. Coûts de fonctionnement à futur	7
6.2.1. Coûts en ressources humaines	7
6.2.2. Autres coûts	7
<b>7. Montant du crédit d'étude</b>	<b>7</b>
<b>8. Calendrier</b>	<b>7</b>
<b>9. Développement durable</b>	<b>7</b>
<b>10. Conclusion</b>	<b>8</b>

## 1. Contexte

Le présent message intervient dans le contexte de la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026<sup>1</sup>.

Pour rappel, à la suite de l'évasion en septembre 2017 d'un assassin présumé de la Prison centrale, un expert en matière pénitentiaire a procédé à une analyse complète du fonctionnement et des infrastructures de la Prison centrale. Au vu des éléments contenus dans le rapport déposé en décembre 2017 et du rapport sur postulat qui s'en est suivi, il est apparu que le remplacement de la Prison centrale était devenu plus urgent que la création d'une unité thérapeutique.

La présente demande de crédit d'étude vise la fermeture définitive de la Prison centrale ainsi que la Maison de détention des Falaises sise à côté et exploitée par le même personnel. Cela constitue désormais la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 révisée, la première étape, à savoir l'extension de Bellechasse, faisant déjà l'objet d'un crédit d'engagement<sup>2</sup>.

Le montant sollicité est destiné à couvrir les études nécessaires pour développer le projet de construction et déterminer les coûts de construction avec une précision de plus ou moins 15%.

## 2. Déroulement des travaux

### 2.1. Mise en place d'un groupe de travail interdisciplinaire

Au début de l'année 2018, à la suite des conclusions de l'analyse de la Prison centrale, la Direction de la sécurité et de la justice a constitué un groupe de travail pour examiner les différentes solutions envisageables pour la fermeture de la Prison centrale. En faisaient partie intégrante les acteurs concernés, à savoir le Ministère public, le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation, l'Etablissement de détention fribourgeois (ci-après: EDFR), le Service de la justice, la Police cantonale, le Service de la population et des migrants, ainsi que le Service des bâtiments. En automne 2018, l'ancien Chef suppléant de l'unité d'exécution des peines et des mesures de l'Office fédéral de la justice, responsable du subventionnement des infrastructures pénitentiaires, actuel membre de la Commission administrative de l'EDFR, a intégré cette entité.

### 2.2. Révision de la planification pénitentiaire et rapport sur la fermeture de la Prison centrale

Quelques mois après le lancement de ce groupe de travail, le Grand Conseil a pris en considération un postulat de la Commission de justice intitulé «Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire»<sup>3</sup>. Les réflexions du groupe de travail précité ont dès lors mené à l'élaboration d'une part d'une révision de la planification pénitentiaire 2016–2026<sup>4</sup> et d'autre part d'un rapport sur postulat<sup>5</sup>.

Selon la nouvelle planification des infrastructures pénitentiaires, la fermeture de la Prison centrale est nécessaire (cf. chapitre 3) et doit désormais intervenir avant 2026, l'unité thérapeutique prévue dans la stratégie initiale pouvant quant à elle être retardée.

Par ailleurs, la capacité de détention actuelle du canton de Fribourg étant suffisante et au vu des 40 places supplémentaires déjà prévues sur le site de Bellechasse, il reste dès lors 40 places à construire pour remplacer la Prison centrale et 20 pour la Maison de détention des Falaises.

Selon le rapport sur postulat dont le Grand Conseil a pris acte le 12 septembre 2019 et qui détaille les différentes options développées et envisagées pour la désaffectation de l'actuelle Prison centrale, la création d'un centre judiciaire n'est pas opportune, pour l'essentiel car les entités concernées ont des besoins divergents en termes de localisation et de fonctionnement. Comme cela sera développé ci-dessous aux chapitres 3 et 4, ce message préconise un regroupement de toutes les formes de détention sur le site de Bellechasse, à l'exception de la semi-détention et du travail externe qui doivent être exécutés dans un bâtiment indépendant à proximité des transports publics.

## 3. Nécessité de la fermeture de la prison centrale

Pour rappel, suite aux conclusions de l'analyse livrées en décembre 2017, il est notamment apparu que l'emplacement au centre du quartier historique de la ville favorise les contacts prohibés avec l'extérieur et l'introduction de matériel illicite, ce qui représente des risques au niveau sécuritaire mais aussi au niveau procédural, la collusion ne pouvant pas être totalement exclue.

En outre, les infrastructures actuelles de la Prison centrale sont vétustes et nécessiteraient de gros travaux de rénovation. Les coûts engendrés par de tels travaux seraient très

<sup>1</sup> Rapport 2019-DSJ-95 du Conseil d'Etat au Grand Conseil présentant la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026.

<sup>2</sup> Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire 2016–2026

<sup>3</sup> Postulat 2018-GC-19 Commission de justice «Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire».

<sup>4</sup> Rapport 2019-DSJ-95 du Conseil d'Etat au Grand Conseil présentant la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026.

<sup>5</sup> Rapport sur postulat 2018-DSJ-166 «Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire».

conséquents, ce d'autant plus que son emplacement actuel en Vieille Ville rend extrêmement difficile une réelle modernisation, et surtout un agrandissement.

En plus d'être vieillissant, le bâtiment actuel de la Prison centrale présente également une mauvaise configuration. Cette nécessité de rendre les locaux plus fonctionnels est confortée par la remise en cause par la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) et le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) des conditions de détention avant jugement offertes dans la plupart des établissements<sup>1</sup>. En effet, la tendance actuelle est d'adapter la détention avant jugement, afin de la rendre dans une deuxième phase davantage conforme au régime d'exécution des peines en termes d'horaires d'ouverture des cellules, d'offres de places de travail et de loisirs.

La situation actuelle de la Prison centrale au cœur d'un quartier d'habitation est également problématique, sous l'angle de la sécurité et de la tranquillité publiques. La présence notamment d'un accueil extra-scolaire aux abords de la prison rend d'autant plus nécessaire son déplacement.

Enfin, les autorités de placement ont besoin d'une zone tampon pour les personnes détenues en attente d'une place mieux adaptée et de disposer d'infrastructures modulaires pour faire face aux évolutions des besoins entre la détention avant jugement et l'exécution des sanctions pénales.

## 4. Choix de l'implantation sur le site de Bellechasse

### 4.1. Composition actuelle de la Prison centrale et des Falaises

Le bâtiment principal de la Prison centrale comporte aujourd'hui 80 cellules: 60 places pour la détention provisoire ou pour motifs de sûreté, 15 places pour les peines privatives de liberté de substitution et 5 places pour la détention administrative (LMC). En 2009, l'ancien appartement du directeur, juxtaposé, a été transformé pour créer la Maison des Falaises, un établissement de 20 places pour l'exécution de la semi-détention et le travail externe. Dans la mesure où cette infrastructure est exploitée par le même personnel et s'appuie sur la logistique de la Prison centrale, il importe de trouver également une nouvelle solution pour cette entité.

### 4.2. Remplacement de la Prison centrale

Compte tenu de la révision de la planification pénitentiaire 2016–2026, le bâtiment des EAP (exécution anticipée des peines) d'une capacité de 40 places et actuellement dévolu à l'exécution anticipée des sanctions pénales sur le site de Bel-

lechasse pourra être réaffecté, après l'extension prévue, pour la deuxième phase de la détention avant jugement (DAJ), à savoir pour les personnes détenues qui sont essentiellement en attente de leur jugement.

Afin de maintenir la capacité de détention dans le canton de Fribourg et fermer définitivement la Prison centrale, il reste dès lors 40 places de détention supplémentaires à construire, ainsi que 20 places pour la semi-détention et le travail externe de la Maison de détention des Falaises.

La solution visant l'optimisation et l'agrandissement de Bellechasse afin d'y intégrer toutes les places de détention du canton s'est au final imposée comme étant la meilleure solution.

En effet, l'édification d'un nouvel établissement dans le Grand Fribourg s'avère trop coûteux en termes de construction et d'exploitation. Le prix du terrain est élevé dans la périphérie de la ville de Fribourg qui est aussi déjà fortement bâtie, ce qui implique des contraintes également coûteuses au moment de la construction<sup>2</sup>. En outre, l'exploitation d'une structure de détention indépendante de 30 personnes détenues avant jugement, 5 en zone tampon, 5 en détention administrative et 20 autres en semi-détention et travail externe nécessite davantage de ressources par personne détenue, puisque la surveillance de l'établissement durant la nuit ou la permanence d'un service infirmier implique un seuil qui ne peut pas être réduit proportionnellement en fonction du nombre de personnes détenues<sup>3</sup>.

Pour finir, une telle option est également rédhibitoire au niveau des délais de concrétisation. Acquérir un terrain approprié et l'affecter pour la détention relève d'un vrai parcours du combattant. Or, la Prison centrale doit désormais être fermée avant que de lourds travaux d'entretien soient absolument nécessaires.

Cela dit, en déplaçant la détention avant jugement à Bellechasse, le défi à surmonter pour éviter une perte de confort à la fois pour les avocats et le Ministère public sera la mise en place et l'organisation d'un service de convoyage performant entre le site de Bellechasse et la ville de Fribourg.

Le regroupement de toute la détention sur le site de Bellechasse impliquera dès lors des dépenses supplémentaires afin d'adapter le système de convoyage actuel pour tenir compte de la distance supplémentaire (cf. point 6.2.2). Le convoyage

<sup>2</sup> Au niveau de l'investissement, un nouveau centre judiciaire regroupant le Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte et le Tribunal des mineurs coûterait déjà à lui seul selon des estimations grossières et sur la base d'une évaluation des besoins des entités concernées 40 millions de francs. A ce montant, devrait également s'ajouter les coûts de 40 places de détention pour un montant d'environ 29 millions de francs ou 34,5 millions de francs, si l'on ajoute encore 20 places pour la semi-détention et le travail externe. Ces chiffres sont le fruit d'un calcul sommaire basé pour l'essentiel sur des montants moyens forfaitaires par place de détention.

<sup>3</sup> Une structure indépendante de 60 places impliquerait l'engagement d'au moins 35 EPT et des coûts d'exploitation d'un peu plus de 5,5 millions de francs par an.

<sup>1</sup> <https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/smv/smvybulletin/2016/ib-1601-f.pdf>.

des détenus auprès des différentes instances du canton est nécessaire pour tenir compte des exigences de la procédure.

En tout état de cause, il paraît déjà clair que cet obstacle peut être relativisé. En 2018, à peine 1 visite d'avocat par jour s'est déroulée à la Prison centrale, l'essentiel des rencontres ayant lieu au Ministère public

Par ailleurs, la Police effectue en moyenne moins de 6 trajets par jour ouvrable de et vers la Prison centrale, dont 2 à 3 fois par semaine pour un transfert entre la Prison centrale et Belchasse.

La possible et probable évolution de la visio-conférence pourrait aussi à l'avenir diminuer le nombre de trajets nécessaires. A savoir aussi que sur l'ensemble des trajets, moins d'1,5% (63) ont dû être sécurisés par le groupe d'intervention de la Police.

En l'état, un groupe de travail a été constitué afin de développer des modèles pour contenir les coûts supplémentaires, par exemple en sous-traitant et mutualisant certaines tâches. L'aménagement éventuel d'une zone d'attente à proximité des autorités devrait permettre également d'optimiser les flux entre Sugiez et Fribourg.

En tous les cas, ces éléments ne sauraient être suffisants pour remettre en question le regroupement à Belchasse, solution qui reste la plus économique en termes de coûts de construction et d'exploitation, y compris en termes de personnel, la plus sûre, la plus modulaire, la plus rapide et la plus facile à mettre en œuvre, compte tenu des synergies possibles.

#### **4.3. Remplacement des Falaises**

La fermeture de la maison de détention des Falaises est une suite logique de la désaffectation de la Prison centrale, dans la mesure où ces deux structures sont exploitées par le même personnel et partagent des infrastructures communes. Le maintien de cet établissement en Basse-Ville de Fribourg impliquerait de lourds travaux d'adaptations, pour créer les locaux nécessaires à son exploitation indépendante après la fermeture de la Prison centrale (réception, cuisine, etc.) estimés à plus d'un million de francs et l'injection de 10 EPT pour sa gestion. En outre, la réaffectation de l'actuel établissement de détention avant jugement serait rendue très complexe, si cette structure adjacente continuait à fonctionner.

Une maison de 20 places pour l'exécution du travail externe et de la semi-détention ne peut pas non plus être érigée au centre du site de Belchasse qui est clôturé et où les détenus en milieu ouvert circulent facilement. Cette configuration compliquerait la gestion de toute la structure.

Cela étant dit, l'ancienne école de Sugiez, propriété de l'Etablissement de détention fribourgeois, est idéalement située à proximité des transports publics, ce qui est un atout de taille

pour faciliter les déplacements de ces personnes détenues qui travaillent à l'extérieur et qui ne posent en principe pas de problèmes de cohabitation, celles-ci étant déjà libres la majorité de leur temps.

Par ailleurs, même si cette structure n'est plus adjacente à un établissement de détention principal, des synergies pourront être exploitées en particulier au niveau de l'encadrement et de la sécurité, seuls 2 kilomètres environ séparant les deux sites. Une nouvelle répartition des EPT de l'Etablissement de détention fribourgeois sera à tout le moins nécessaire pour tenir compte de l'éloignement de cette entité.

### **5. Programme des locaux**

#### **5.1. Nouveau bâtiment «Bibera»: adaptation du bâtiment des EAP et construction d'une annexe adjacente**

Le programme des locaux prévoit en premier lieu des travaux sur le bâtiment actuel des EAP. En effet, il conviendra de modifier en partie la structure intérieure du bâtiment existant, mais également de construire parallèlement au bâtiment actuel une annexe de 40 places supplémentaires, pour créer une nouvelle structure de 80 places de détention destinées à remplacer l'actuelle Prison centrale, à l'exception de la maison des Falaises.

Le nouveau bâtiment sera notamment constitué d'une zone tampon de 5 places qui disposera de sa propre cour de promenade en toiture et d'un atelier propre. Les 5 places de détention administrative correspondront aux normes de l'Office fédéral de la justice et bénéficieront également d'une cour et d'un atelier propre.

Cela étant, des travaux d'adaptation du bâtiment actuel sont prévus de telle sorte qu'il soit rendu conforme aux particularités de la détention avant jugement qui exige notamment des aménagements particuliers en lien avec le risque de collusion. Il est en effet absolument impératif de n'avoir aucun mélange de flux entre les détenus en exécution de peine et les détenus en détention avant jugement, mais également entre les flux de visiteurs et de détenus. Par ailleurs, il est également indispensable que les cellules ne permettent pas de voir les entrées et sorties, les cours de promenades et les cellules d'autres détenus. Enfin, le régime de détention provisoire pendant la procédure d'instruction active (ci-après: DAJ1) et celui après cette phase, quand il s'agit essentiellement d'attendre les résultats d'une expertise ou le jugement (ci-après: DAJ2), n'ont pas les mêmes besoins sécuritaires, la DAJ2 pouvant bénéficier de plus de souplesse et leurs conditions de détention devant également dans l'idéal s'approcher autant que possible de celles de l'exécution des sanctions pénales.

Le programme des locaux annexé au présent message a dès lors été élaboré de sorte qu'il réponde à ces exigences parti-

culières. Les synergies possibles avec le site existant sont dès lors utilisées dans les limites de ces contraintes. Pour une exploitation rationnelle et sûre, il est en effet nécessaire d'assurer à cette nouvelle structure un fonctionnement plus indépendant que les autres bâtiments du site de Bellechasse qui hébergent des personnes en exécution d'une sanction pénale. Bien que des synergies importantes peuvent être mises en places au niveau du chauffage, de la sécurisation et de la surveillance du site notamment, il importe de disposer de locaux complémentaires pour les repas, les soins, l'administration, la buanderie et les visites.

Ainsi, si les repas principaux pourront être préparés dans le futur pôle alimentaire du site de Bellechasse qui se trouvera dans le secteur d'exécution ouvert (cf. point 6), la nouvelle structure pour la détention avant jugement devra tout de même disposer d'un local propre pour réchauffer les plats et effectuer quelques tâches très simples.

Par ailleurs, une cantine d'une surface de 30 m<sup>2</sup> doit aussi être installée comme point de rassemblement et de départ pour les agents de détention, dont une partie se restaurera en principe dans ce lieu, afin d'assurer, dans le bâtiment, une présence constante d'un nombre suffisant de collaborateurs et collaboratrices pour intervenir sans délai en cas d'urgence ou d'évènements non planifiés comme une arrivée ou une libération.

S'agissant des soins, le centre médical du site de Bellechasse sera à même d'accueillir les détenus de cette nouvelle structure pour des soins spécifiques, comme des soins dentaires ou des radiographies. Toutefois, pour les soins et les consultations de base, notamment pour les visites médicales et les consultations psychiatriques, il est impératif de disposer de locaux dans le bâtiment même pour éviter de faire sortir les personnes détenues du secteur DAJ. Deux locaux de soins, deux bureaux infirmiers, un bureau-salle de discussion pour la psychiatrie et un local pour le stockage des médicaments sont ainsi prévus.

Au niveau de l'administration, une surface de 152 m<sup>2</sup> est comptabilisée pour assurer la gestion courante des affaires qui nécessitent un traitement direct et rapide au sein même de l'établissement. L'ensemble des locaux seront ainsi aménagés de telle sorte qu'il y ait une proximité entre les bureaux de l'administration et les locaux de sécurité et que les besoins en sas de sécurité et d'interventions pour le passage entre les différents secteurs soient couverts. Cela dit, la gestion du personnel ou la comptabilité générale continuera à être traitée par le personnel de l'Etablissement de détention fribourgeois hébergé dans le bâtiment administratif principal du site.

En outre, une aire de visites, trois locaux d'auditions, deux salles de formation et une salle pour l'aumônerie complètent ce programme qui permettra à ce bâtiment de fonctionner le plus indépendamment possible.

Par ailleurs, il importe de relever que les cellules fortes pour tout le site de Bellechasse seront exploitées dans ce bâtiment. Un passage spécial entre le secteur d'exécution des peines et le bâtiment sera aménagé pour garantir une séparation la plus claire possible entre ces deux systèmes de détention. Compte tenu du nombre total de détenus accueillis, il importe de disposer d'au moins 9 cellules (en principe 3% des places selon l'Office fédéral de la justice). Partant, le secteur actuel de 8 places situé au sous-sol du Bâtiment des EAP sera agrandie d'une cellule supplémentaire.

De plus, pour gérer les entrées et sorties des personnes détenues, il est prévu de créer quatre cellules d'entrée et d'attente. Le secteur de l'entrée sera également pourvu de locaux pour les contrôles électroniques des personnes détenues et des bagages, d'un local pour stocker les effets personnels des détenus et d'un bureau d'accueil l'exécution des formalités diverses (prise d'une photographie, inventaire des effets personnels, etc.). Une entrée pour le personnel et une autre pour les visiteurs sont également inventorierées dans le programme détaillé annexé au présent message.

## 5.2. Crédit d'un pôle alimentaire

Pour rappel, le crédit d'étude voté en juin 2016 par le Grand Conseil pour l'extension du site de Bellechasse prévoyait des travaux de transformation de la cuisine de Bellechasse, afin que celle-ci puisse être mise en conformité et absorber les repas journaliers supplémentaires. Toutefois, une mauvaise surprise au niveau des coûts du projet envisagé et la perspective du remplacement de la Prison centrale sur le site de Bellechasse ont poussé le Conseil d'Etat à renoncer à cet investissement tel qu'il était prévu et analysé. Désormais, l'idée de rénover la cuisine est complètement abandonnée au profit de la création d'un véritable pôle alimentaire (cuisine, frigo, laverie, etc.) dans le prolongement du bâtiment du secteur ouvert. La surface brute de plancher répartie en diverses zones est estimée à un total de 585 m<sup>2</sup>. Cette nouvelle structure sera parfaitement fonctionnelle pour un prix légèrement moindre à une rénovation. Les locaux de l'actuelle cuisine seront réaménagés. A sa place sont ainsi prévus une boulangerie, une nouvelle partie pour la pâtisserie et des nouveaux vestiaires qui manquent aujourd'hui. De plus, un local pour l'ergothérapie pour les détenus en secteur ouvert, ainsi que des locaux communs qui serviront aussi d'atelier occupationnel pour des détenus en exécution d'une mesure thérapeutique ou âgés seront créés.

## 5.3. Adaptation du parking

Alors que le site de Bellechasse actuel dispose de 200 places de détention, il en gérera 300 d'ici 2025–2026, à savoir 280 sur le site principal et 20 autres à proximité de la gare de Sugiez. Une extension du parking existant s'avère dès lors nécessaire, ce d'autant plus qu'il n'avait pas été adapté au moment de la

construction des 40 places des EAP et qu'il est aujourd'hui régulièrement complet. Il est ainsi prévu d'ajouter 48 places de parc pour voitures et 6 places de parc pour motos. Deux rangées de voitures dans le sens de la longueur parallèlement au parking existant permettront d'atteindre ce quota.

#### **5.4. Nouveau bâtiment «Passerelle» sur le site de l'ancienne école de Sugiez pour la semi-détention et le travail externe**

Des travaux d'une certaine ampleur devront être menés sur le site de l'ancienne école de Sugiez, afin de pouvoir y intégrer les régimes de semi-détention et travail externe. Afin d'éviter tout problème de voisinage, le bâtiment prendra la forme d'un L, les faces visibles du côté route seront aveugles. Les parties habitées sont parallèles aux routes avoisinantes et la cour extérieure fait face à la forêt et au parking existant.

Imaginé sur trois étages, le programme des locaux propose un premier étage principalement affecté au personnel, à la sécurité et à l'économie domestique. Les deux étages supérieurs seront quant à eux affectés aux détenus et présenteront une configuration similaire. Chaque étage contiendra 10 chambres donnant toutes sur la cour extérieure, ce qui permettra d'éviter tout contact avec les rues adjacentes au bâtiment. Pour le reste, chaque étage comportera notamment deux buanderies, deux cuisinettes, un fumoir, une bibliothèque et des WC. La surface brute de plancher est estimée à 907,2 m<sup>2</sup> au total.

### **6. Conséquences financières**

#### **6.1. Coûts d'investissement**

##### **6.1.1. Coûts de construction**

Les coûts bruts d'investissement pour la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 ont été estimés en tout à 29,249 millions de francs, en se basant notamment sur le coût par m<sup>2</sup> de surface de plancher de la première étape de la planification pénitentiaire ainsi que sur les coûts de construction de la Prison de Lenzburg dans le canton d'Argovie. Après déduction des subsides octroyés par la Confédération, d'un montant estimé à 2,601 millions (1,367 million pour le déplacement des Falaises et 1,233 million pour le pôle alimentaire) et des travaux réalisés directement par l'EDFR – site de Bellechasse pour un montant estimé à 500 000 francs, la part de l'Etat de Fribourg pour les aspects constructifs purs devrait se monter à environ 26,148 millions de francs. A ce stade de l'étude, les estimations de coûts ont été déterminés par le bureau LZA Architectes SA, avec la collaboration de l'EDFR et du Service des bâtiments.

Les montants par objet sont détaillés dans un document en annexe et peuvent être résumés comme suit:

1. Réalisation du bâtiment «Bibera»	Fr. 19 776 000.–
2. Pôle alimentaire	Fr. 4 745 000.–
3. Réalisation du bâtiment «Passerelle»	Fr. 4 558 000.–
4. Agrandissement du parking existant	Fr. 170 000.–

**Total** **Fr. 29 249 000.–**

En outre, le projet engendrera également l'engagement de prestations privées fournies par des tiers à hauteur de 400 000 francs par an pour la sécurisation des lieux pendant le chantier, dans la mesure où le site de Bellechasse continuera à être exploité. Réparti sur la durée des travaux, ce montant s'élèvera à environ 1 200 000 francs<sup>1</sup> en tout, somme qu'il importera de prévoir dans le crédit d'engagement.

##### **6.1.2. Autres coûts liés aux réalisations à venir**

En plus des coûts découlant directement des constructions, le projet induira d'autres coûts annexes limités dans le temps.

Afin de former, puis entraîner le personnel à la nouvelle configuration des bâtiments et à la nouvelle organisation interne de l'EDFR, des ressources complémentaires devront être engagées temporairement, avant et pendant la phase de prise des nouveaux locaux.

De plus, des appuis externes seront sans doute nécessaires en vue du développement de la nouvelle organisation du travail et de l'exploitation de l'EDFR en trois régimes séparés afin d'épauler les membres de la direction durant cette période chargée.

Des moyens additionnels devront être prévus dans les budgets correspondants afin de financer ces dépenses particulières.

Eu égard à la fermeture de la Prison centrale et de la maison des Falaises, les subventions octroyées à l'époque par la Confédération au canton de Fribourg doivent être remboursées. En tablant sur un remboursement en 2025, ce montant s'élève à 400 000 francs<sup>2</sup> et devra être pris en compte dans le crédit d'engagement qui sera sollicité.

Enfin, il importera aussi de déterminer comment se déroulera concrètement le déménagement de la Prison centrale vers le site de Bellechasse et pour quels coûts lors de la demande de crédit d'engagement.

<sup>1</sup> 3 ans × 400 000 francs = 1 200 000 francs (Coûts estimés avec un tarif de 45 francs de l'heure, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24)

<sup>2</sup> Il s'agit d'un montant d'environ 220 000 francs pour une subvention reçue en 2010 pour la Maison de détention des Falaises, et un montant de 180 000 francs pour une subvention reçue pour l'atelier et la rénovation de la cour en 2014.

## **6.2. Coûts de fonctionnement à futur**

### **6.2.1. Coûts en ressources humaines**

Le regroupement de l'ensemble des formes de détention sur le site de Bellechasse permettra la naissance d'un certain nombre de synergies. Actuellement, les équivalents plein temps (ci-après: EPT) s'élèvent à 39.40 pour le site de la Prison centrale et à 139.44 pour le site de Bellechasse. Après la fermeture de la Prison centrale, aucun engagement de personnel supplémentaire ne devrait être nécessaire à long terme, hormis pour la concrétisation de l'unité thérapeutique. L'EDFR devra cependant revoir sa structure et son organisation interne, afin de profiter au maximum des synergies engendrées par ce regroupement, en particulier pour améliorer la prise en charge des personnes sous mesures thérapeutiques et les détenus en deuxième phase de détention avant jugement.

En ce qui concerne le travail externe et la semi-détention, le nouveau bâtiment sera plus éloigné du site de détention principal qu'à l'heure actuelle. Une intervention depuis le site principal de Bellechasse exigeant ainsi plus de temps, il sera inévitable de modifier la répartition des EPT actuels en faveur de cette structure. Cependant, elle sera moins gourmande en ressources qu'une structure établie en ville de Fribourg ou dans sa périphérie. En effet, un bâtiment très éloigné du site principal impliquerait immanquablement la création de nouveaux EPT et bénéficierait moins de prestations complémentaires qui pourraient être fournies par le site principal. L'EDFR a lancé un groupe de travail pour définir le futur fonctionnement des maisons par régime, dont les réflexions et résultats permettront de préciser les éléments soulevés ci-dessus lors de la future demande de crédit d'engagement.

### **6.2.2. Autres coûts**

Hormis les questions de ressources humaines susmentionnées, d'autres dépenses doivent être prévues.

Premièrement, il sera nécessaire de compter avec une légère augmentation des coûts liés au déplacement des avocats jusqu'au nouveau site de Bellechasse. Ce montant peut être estimé à 45 000 francs par année sur la base des 360 visites ayant eu lieu en 2018 à l'actuelle Prison centrale (50 km, multiplié par 2,5 francs le kilomètre selon le tarif de l'assistance judiciaire, multipliés par 360). Il s'agit cependant d'un montant faible en comparaison aux avantages d'un regroupement de l'ensemble des types de détention sur un même site (meilleure sécurisation, modularité, meilleure flexibilité, etc.), ainsi qu'au coût annuel total de l'assistance judiciaire en matière pénale (1,5% du montant total de 3 millions comptabilisés en 2018 selon le rapport d'activité du Service de la justice).

Deuxièmement, l'augmentation du temps de déplacement et du nombre de kilomètres pour le convoyage des détenus jusqu'au nouveau site de Bellechasse impliquera des dépenses supplémentaires. Des modèles pour assurer un système de convoyage au meilleur prix possible sont développés et chiffrés par un groupe de travail en vue du crédit d'engagement.

## **7. Montant du crédit d'étude**

Pour la réalisation des infrastructures prévues dans la seconde étape de la planification pénitentiaire et devisées à 29,249 millions de francs, 1,76 million de francs sont nécessaires au développement des projets constructifs. Un montant supplémentaire de 40 000 francs est en outre requis pour commander les études préliminaires nécessaires portant sur l'avenir des bâtiments de la Prison centrale et des Falaises, une fois ceux-ci désaffectés. Il s'agira uniquement de déterminer des pistes pour un nouvel usage de cette infrastructure. Suivant les options retenues, un crédit d'étude pourrait être sollicité, le moment venu. Il convient de noter que le montant total du présent crédit d'étude fixé à 1,8 million de francs est d'ores et déjà prévu dans le plan financier 2020–2023.

## **8. Calendrier**

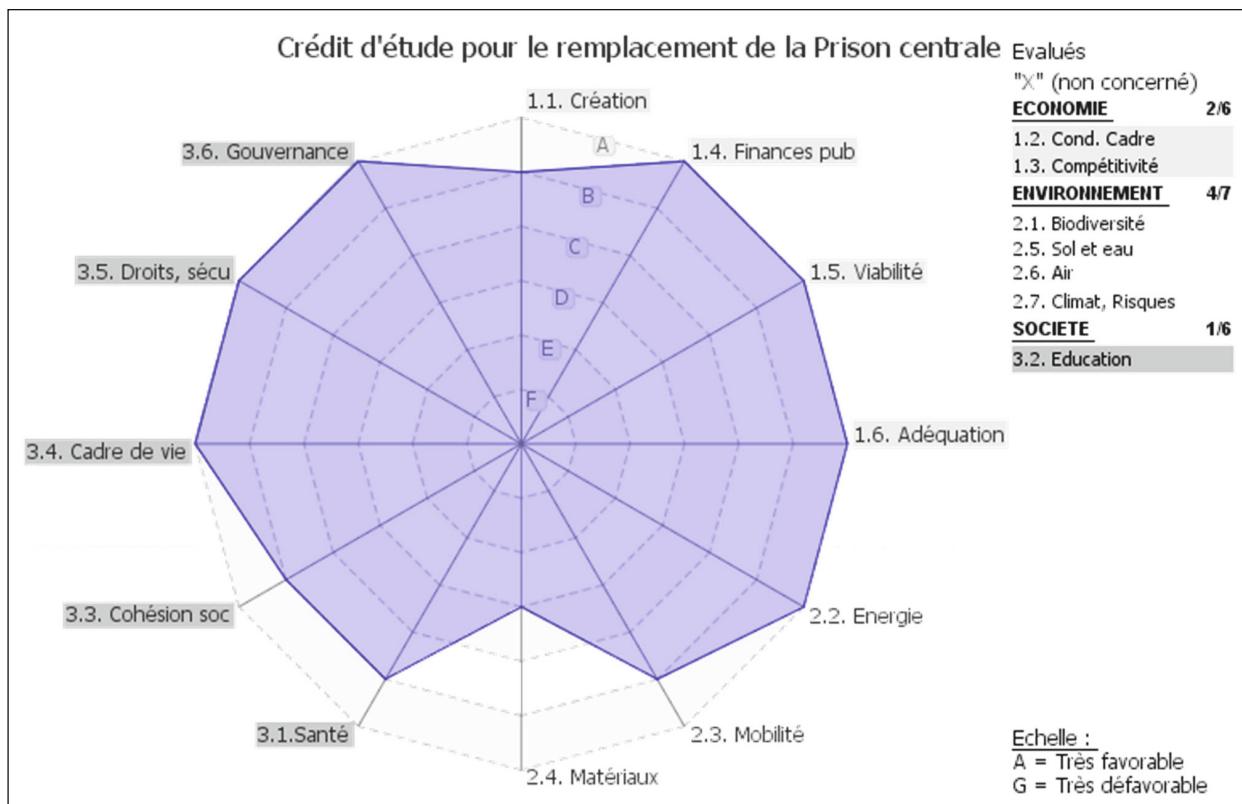
Dans le courant du premier semestre 2021, il conviendra de solliciter un crédit d'engagement. Suite à cela, un appel d'offres devra être lancé durant cette même année.

Sans imprévus, l'agrandissement du parking devrait pouvoir être utilisé à partir de 2022, la mise en service des autres infrastructures s'étalant entre 2023 pour la nouvelle cuisine, début 2024 pour la semi-détention et le travail externe, puis 2025 pour la nouvelle Prison Centrale. Chacune de ces mises en service devra toutefois être suivie d'une phase d'entraînement et de déplacement des détenus. L'entier du projet sera ainsi totalement exploitable à partir de la fin d'année 2025.

## **9. Développement durable**

Cette seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 a été analysée dans son ensemble selon les critères du développement durable au moyen de l'instrument Boussole21<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cf. annexe 3



## 10. Conclusion

Pour conclure, le Conseil d'Etat confirme que la fermeture de la Prison centrale est désormais une priorité et doit intervenir avant 2026. Au regard des différents éléments développés ci-dessus, le déplacement de la Prison centrale sur le site de Bellechasse constitue la seule solution réalisable dans des délais et à des coûts raisonnables.

Afin de déterminer les coûts des projets de construction nécessaires, il est indispensable de disposer d'un crédit d'étude. En conséquence, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

---

### Annexes:

- 
- 1. Programme des locaux
- 2. Tableau récapitulatif de l'estimation des coûts
- 3. Boussole21



## Botschaft 2019-DSJ-180

16. Dezember 2019

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zur Beantragung eines Projektierungskredits für die Umsetzung der zweiten Etappe der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026, welche die definitive Schliessung des Zentralgefängnisses zum Ziel hat.

Der Projektierungskredit beläuft sich gemäss Dekretsentwurf auf einen Kredit von 1,8 Millionen Franken und ist im Finanzplan 2020–2023 vorgesehen. Er soll dazu dienen, die Infrastrukturprojekte für den Ersatz des Zentralgefängnisses und der nebenan gelegenen offenen Vollzugsanstalt «Les Falaises» zu entwickeln und deren Kosten zu ermitteln. Das Zentralgefängnis verfügt über 80 Plätze für die Untersuchungshaft, die Administrativhaft und die Ersatzfreiheitsstrafen, während die Anstalt «Les Falaises» 20 Plätze für das Arbeitsexternat und die Halbgefängenschaft bereitstellt.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

<b>1. Ausgangslage</b>	<b>10</b>
<b>2. Verlauf der Arbeiten</b>	<b>10</b>
2.1. Einsetzung einer interdisziplinären Arbeitsgruppe	10
2.2. Revision der Vollzugsplanung und Bericht zur Schliessung des Zentralgefängnisses	10
<b>3. Notwendige Schliessung des Zentralgefängnisses</b>	<b>10</b>
<b>4. Gründe für die Verlegung an den Standort Bellechasse</b>	<b>11</b>
4.1. Aktuelle Struktur des Zentralgefängnisses und der Anstalt «Les Falaises»	11
4.2. Ersatz des Zentralgefängnisses	11
4.3. Ersatz der Vollzugsanstalt «Les Falaises»	12
<b>5. Raumprogramm</b>	<b>12</b>
5.1. Neubau «Bibera»: Anpassung des VSV-Gebäudes und Anbau	12
5.2. Schaffung eines Lebensmittelzentrums	13
5.3. Anpassung des Parkplatzes	14
5.4. Neues Gebäude «Passerelle» für Arbeitsexternat und Halbgefängenschaft am Standort der alten Schule von Sugiez	14
<b>6. Finanzielle Auswirkungen</b>	<b>14</b>
6.1. Investitionskosten	14
6.1.1. Baukosten	14
6.1.2. Übrige Kosten der zukünftigen Bauarbeiten	14
6.2. Zukünftige Betriebskosten	15
6.2.1. Personalkosten	15
6.2.2. Übrige Kosten	15
<b>7. Höhe des Studienkredits</b>	<b>15</b>
<b>8. Zeitplan</b>	<b>15</b>
<b>9. Nachhaltige Entwicklung</b>	<b>16</b>
<b>10. Fazit</b>	<b>16</b>

## **1. Ausgangslage**

Diese Botschaft wurde gleichzeitig mit der Revision der Vollzugsplanung 2016–2026<sup>1</sup> verfasst.

Nachdem im September 2017 ein Mordverdächtiger aus dem Zentralgefängnis geflohen war, führte ein Vollzugsexperte eine umfassende Untersuchung zu Arbeitsweise und Infrastruktur des Zentralgefängnisses durch. Aus diesem Bericht vom Dezember 2017 sowie aus dem Bericht zu dem darauf folgenden Postulat ging hervor, dass der Ersatz des Zentralgefängnisses gegenüber der Schaffung einer Therapiestation an Dringlichkeit gewonnen hatte.

Mit dem beantragten Projektierungskredit sollen das Zentralgefängnis und die nebenan gelegene offene Strafanstalt «Les Falaises», die mit demselben Personal betrieben wird, definitiv geschlossen werden. Dieser Schritt stellt die zweite Etappe der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026 dar. Die erste Etappe, d. h. die Erweiterung von Bellechasse, ist bereits Gegenstand eines Verpflichtungskredits<sup>2</sup>.

Mit dem beantragten Betrag sollen die notwendigen Studien für die Entwicklung des Bauvorhabens gedeckt und die Baukosten mit einem Genauigkeitsgrad von ±15% ermittelt werden.

## **2. Verlauf der Arbeiten**

### **2.1. Einsetzung einer interdisziplinären Arbeitsgruppe**

Zu Beginn des Jahres 2018 setzte die Sicherheits- und Justizdirektion infolge der Schlussfolgerungen aus der Analyse des Zentralgefängnisses eine Arbeitsgruppe ein, welche die verschiedenen Lösungsansätze für die Schliessung des Zentralgefängnisses und die Idee der Schaffung eines Strafjustizzentrums prüfen sollte. Der Arbeitsgruppe gehörten alle betroffenen Akteure an, d.h. die Staatsanwaltschaft, das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe, die Freiburger Strafanstalt (FRSA), das Amt für Justiz, die Kantonspolizei, das Amt für Bevölkerung und Migration und das Hochbauamt. Im Herbst 2018 stiess der ehemalige stellvertretende Leiter der Abteilung Strafvollzug des Bundesamts für Justiz zur Arbeitsgruppe, der dort für die Subventionierung der Gefängnisinfrastruktur verantwortlich war und heute Mitglied der Verwaltungskommission der FRSA ist.

### **2.2. Revision der Vollzugsplanung und Bericht zur Schliessung des Zentralgefängnisses**

Einige Monate nach der Einsetzung der Arbeitsgruppe erklärte der Grosse Rat ein Postulat der Justizkommission mit dem Titel «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizzentrums»<sup>3</sup> für erheblich. Die Überlegungen der obgenannten Arbeitsgruppe flossen einerseits in die Revision der Vollzugsplanung 2016–2026<sup>4</sup> und andererseits in den Bericht zum genannten Postulat<sup>5</sup> ein.

Gemäss der neuen Vollzugsinfrastruktur-Planung ist die Schliessung des Zentralgefängnisses notwendig (s. Kapitel 3) und muss vor 2026 erfolgen, während die in der ursprünglichen Strategie vorgesehene Therapiestation zurückgestellt werden kann.

Da die aktuelle Haftkapazität des Kantons Freiburg zudem ausreicht und am Standort Bellechasse bereits 40 zusätzliche Haftplätze geplant sind, müssen für den Ersatz des Zentralgefängnisses noch 40, und für den Ersatz der offenen Strafanstalt «Les Falaises» noch 20 Plätze gebaut werden.

Im Bericht zum Postulat, den der Grosse Rat am 12. September 2019 zur Kenntnis genommen hat, werden die verschiedenen, für die Schliessung des heutigen Zentralgefängnisses entwickelten und geplanten Optionen erläutert. Diesem Bericht zufolge ist die Schaffung eines Strafjustizzentrums nicht sinnvoll, im Wesentlichen weil die betreffenden Einheiten in Sachen Standort und Arbeitsweise gegensätzliche Bedürfnisse haben. Wie in Kapitel 3 und 4 weiter ausgeführt wird in dieser Botschaft vorgeschlagen, alle Haftformen am Standort Bellechasse zusammenzuführen. Davon ausgenommen sind die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat, die in einem eigenen Gebäude in der Nähe von öffentlichen Verkehrsmitteln angesiedelt werden müssen.

### **3. Notwendige Schliessung des Zentralgefängnisses**

Zur Erinnerung: Die Schlussfolgerungen der Analyse vom Dezember 2017 hatten ergeben, dass der Standort des Zentralgefängnisses mitten in einem historischen Quartier der Stadt verbotene Kontakte mit der Aussenwelt und die Einführung von verbotenem Material begünstigt. Dies ist sowohl aus sicherheits- wie auch aus verfahrenstechnischen Gründen problematisch, da die Kollusionsgefahr nicht ganz ausgeschlossen werden kann.

<sup>1</sup> Bericht 2019-DSJ-95 des Staatsrats an den Grossen Rat zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026

<sup>2</sup> Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung der ersten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

<sup>3</sup> Postulat 2018-GC-19, Justizkommission, «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizzentrums»

<sup>4</sup> Bericht 2019-DSJ-95 des Staatsrats an den Grossen Rat zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026

<sup>5</sup> Bericht zum Postulat 2018-DSJ-166 «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizzentrums»

Überdies befindet sich das Zentralgefängnis heute in einem baufälligen Zustand und würde grosse Renovationsarbeiten erfordern. Die Kosten einer solchen Renovation wären sehr hoch, umso mehr als sein jetziger Standort in der Altstadt eine echte Modernisierung und vor allem eine Vergrösserung extrem schwierig macht.

Zusätzlich zu seinem altersbedingten Zustand zeichnet sich das Gebäude des Zentralgefängnisses auch durch eine schlechte räumliche Gestaltung aus. Die Notwendigkeit einer zweckmässigeren Konfiguration der Räumlichkeiten wird auch dadurch gestützt, dass die Nationale Kommission zur Verhütung von Folter (NKVF) und das Europäische Komitee zur Verhütung von Folter (CPT) Kritik an den Bedingungen der Untersuchungshaft in den meisten Anstalten geübt haben<sup>1</sup>. Der aktuelle Trend geht dahin, die Untersuchungshaft so anzupassen, dass die Zellenöffnungszeiten sowie die Möglichkeiten für Beschäftigung und Freizeitaktivitäten in der zweiten Phase mehr denjenigen des Straf- und Massnahmenvollzugs entsprechen.

Der heutige Standort des Zentralgefängnisses mitten in einem Wohnquartier ist auch aus Sicht der öffentlichen Sicherheit und Ruhe problematisch. Seine Lage in der Nähe einer ausserschulischen Betreuungseinrichtung verstärkt die Notwendigkeit zur Verlegung des Gefängnisses zusätzlich.

Schliesslich sind auch die Einweisungsbehörden auf Pufferzonen für Insassen, die auf einen geeigneteren Platz warten, sowie auf modulare Infrastrukturen angewiesen, mit denen sie der Bedarfsentwicklung in der Untersuchungshaft und im Justizvollzug begegnen können.

## 4. Gründe für die Verlegung an den Standort Bellechasse

### 4.1. Aktuelle Struktur des Zentralgefängnisses und der Anstalt «Les Falaises»

Das Hauptgebäude des Zentralgefängnisses umfasst heute 80 Zellen: 60 Plätze für die Untersuchungs- oder Sicherheitshaft, 15 Plätze für Ersatzfreiheitsstrafen und 5 Plätze für die Administrativhaft (ausländerrechtliche Zwangsmassnahmen). Im Jahr 2009 wurde die angrenzende ehemalige Direktorenwohnung zur Vollzugsanstalt «Les Falaises» mit 20 Plätzen für den Vollzug der Halbgefängenschaft und des Arbeitsexternats umgebaut. Da diese Anstalt vom selben Personal betrieben wird und sich auf die Logistik des Zentralgefängnisses stützt, muss auch für sie eine neue Lösung gefunden werden.

## 4.2. Ersatz des Zentralgefängnisses

Gemäss der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026 kann das 40 Plätze umfassende Gebäude für den vorzeitigen Strafvollzug (VSV) am Standort Bellechasse nach der geplanten Erweiterung für die zweite Phase der Untersuchungshaft (UH), d.h. für Gefangene, die in erster Linie auf ihr Urteil warten, umgenutzt werden.

Um die Haftkapazität des Kantons Freiburg erhalten und das Zentralgefängnis definitiv schliessen zu können, müssen also 40 zusätzliche Haftplätze sowie 20 Plätze für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat der Vollzugsanstalt «Les Falaises» gebaut werden.

Die Variante, die eine Optimierung und Vergrösserung von Bellechasse vorsieht, um dort alle Haftplätze des Kantons unterzubringen, drängte sich schliesslich als beste Lösung auf.

Der Bau und Betrieb einer neuen Vollzugsanstalt in Grossfreiburg erweist sich als zu teuer. Der Bodenpreis in der Agglomeration der Stadt Freiburg ist hoch. Zudem weist diese bereits eine hohe Verdichtung auf, was beim Bau kostspielige Herausforderungen zur Folge hat<sup>2</sup>. Ausserdem erfordert der Betrieb einer unabhängigen Vollzugsanstalt mit 30 Untersuchungshäftlingen (5 in der Pufferzone, 5 in Administrativhaft und 20 in Halbgefängenschaft oder im Arbeitsexternat) mehr Ressourcen pro gefangene Person, da für die Bewachung der Einrichtung während der Nacht oder für einen ständigen Pflegedienst ein gewisser Schwellenwert notwendig ist, der nicht proportional zur Gefangenenzahl reduziert werden kann<sup>3</sup>.

Schliesslich ist diese Option auch im Hinblick auf die Umsetzungfristen ausgeschlossen. Der Erwerb von geeignetem Bauland und dessen Bereitstellung für den Justizvollzug kommt einem wahren Hindernislauf gleich. Das Zentralgefängnis muss jedoch geschlossen werden, bevor umfangreiche Unterhaltsarbeiten zwingend notwendig werden.

Bei einer Verlegung der Untersuchungshaft nach Bellechasse besteht die Herausforderung darin, einen leistungsfähigen Beförderungsdienst zwischen dem Standort Bellechasse und der Stadt Freiburg einzurichten und zu organisieren, um sowohl für die Anwältinnen und Anwälte wie auch für die Staatsanwaltschaft einen Komfortverlust zu vermeiden.

Die Zusammenführung des gesamten Justizvollzugs am Standort Bellechasse hätte demnach zusätzliche Ausgaben zur Folge, da der heutige Beförderungsdienst an die grössere

<sup>2</sup> Auf Investitionsebene würde ein neues Strafjustizzentrum, das die Staatsanwaltschaft, das Zwangsmassnahmengericht und das Jugendgericht vereint, gemäss groben Schätzungen und auf der Grundlage einer Analyse der Bedürfnisse der betroffenen Einheiten allein schon 40 Millionen Franken kosten. Hinzu kämen die Kosten für 40 Haftplätze in der Höhe von rund 29 Millionen Franken bzw. 34,5 Millionen Franken, wenn man noch 20 Plätze für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat hinzufügt. Diese Zahlen sind das Ergebnis einer summarischen Berechnung, die im Wesentlichen auf durchschnittlichen Pauschalbeträgen pro Haftplatz basieren.

<sup>3</sup> Für eine unabhängige Einrichtung mit 60 Plätzen müssten mindestens 35 VZÄ und Betriebskosten von etwas mehr als 5,5 Millionen Franken jährlich investiert werden.

Distanz angepasst werden müsste (s. Punkt 6.2.2). Die Beförderung der Gefangenen zwischen den verschiedenen kantonalen Instanzen ist aus verfahrenstechnischen Gründen notwendig.

Auf jeden Fall scheint bereits klar, dass diese Hürde relativiert werden kann. So fand 2018 im Zentralgefängnis nur knapp 1 Anwaltsbesuch pro Tag statt, da die meisten dieser Treffen bei der Staatsanwaltschaft durchgeführt wurden.

Im Übrigen verzeichnet die Polizei an Werktagen durchschnittlich sechs Fahrten vom und zum Zentralgefängnis, darunter 2–3 Transfers pro Woche zwischen dem Zentralgefängnis und Bellechasse.

Zudem könnte die mögliche und wahrscheinliche Weiterentwicklung von Videokonferenzen einen Rückgang des Transferbedarfs bewirken. Wissenswert ist auch, dass weniger als 1,5% (63) aller Fahrten von der Einsatzgruppe der Polizei gesichert werden mussten.

Eine Arbeitsgruppe wurde damit beauftragt, Modelle für die Deckung der Zusatzkosten zu entwickeln, zum Beispiel durch die externe Vergabe und die Zusammenführung gewisser Aufgaben. Die mögliche Einrichtung einer Wartezone in der Nähe der Behörden dürfte auch zu einer Optimierung des Austauschs zwischen Sugiez und Freiburg beitragen.

Auf jeden Fall reichen diese Aspekte nicht aus, um die Lösung einer Zusammenführung in Bellechasse in Frage zu stellen. Diese ist hinsichtlich der Bau- und Betriebskosten (inklusive Personalkosten) weiterhin am wirtschaftlichsten, am sichersten, am modularsten sowie am schnellsten und aufgrund der möglichen Synergien am einfachsten umsetzbar.

### **4.3. Ersatz der Vollzugsanstalt «Les Falaises»**

Die Schliessung der Vollzugsanstalt «Les Falaises» ist insofern eine logische Folge der Schliessung des Zentralgefängnisses, als die beiden Einrichtungen vom selben Personal betrieben werden und Teile der Infrastruktur gemeinsam nutzen. Für den Weiterbetrieb der Anstalt in der Freiburger Unterstadt wären umfangreiche Anpassungsarbeiten erforderlich, bei denen die nötigen Räumlichkeiten für einen unabhängigen Betrieb nach der Schliessung des Zentralgefängnisses (Empfang, Küche usw.) geschaffen werden müssen. Dafür müssten über eine Million Franken und 10 VZÄ für den Betrieb investiert werden. Überdies wäre die Umnutzung der heutigen Strafanstalt sehr komplex, wenn die Einrichtung am selben Ort weiterbetrieben werden sollte.

Eine Anstalt für den Vollzug des Arbeitsextents und der Halbgefängenschaft mit 20 Plätzen kann auch nicht unmittelbar am Standort Bellechasse gebaut werden, weil das Gelände eingezäunt ist und sich die Gefangenen im offenen Vollzug frei bewegen können müssen. Dies würde den Betrieb der gesamten Einrichtung komplizieren.

Die alte Schule von Sugiez, die der Freiburger Strafanstalt gehört, ist hingegen ideal in der Nähe öffentlicher Verkehrsmittel gelegen, was für den Arbeitsweg der Gefangenen im Arbeitsexternat von grossem Vorteil ist. Diese stellen für die Nachbarschaft in der Regel kein Problem dar, da sie bereits die meiste Zeit in Freiheit befinden.

Selbst wenn sich die Anstalt nicht mehr in unmittelbarer Nähe zu einem Hauptgefängnis befindet, können insbesondere auf den Ebenen Betreuung und Sicherheit trotzdem Synergien genutzt werden, da zwischen den beiden Standorten nur zwei Kilometer liegen. Allerdings müssen zumindest die VZÄ der Freiburger Strafanstalt neu verteilt werden, um der Entfernung zwischen den beiden Standorten Rechnung zu tragen.

## **5. Raumprogramm**

### **5.1. Neubau «Bibera»: Anpassung des VSV-Gebäudes und Anbau**

Das Raumprogramm sieht als Erstes Arbeiten am heutigen VSV-Gebäude vor. Dabei muss die aktuelle innere Gebäudestruktur geändert werden, während gleichzeitig ein Anbau mit 40 zusätzlichen Haftplätzen realisiert wird. Die dabei entstehende neue Einrichtung mit 80 Plätzen soll das Zentralgefängnis ohne die Vollzugsanstalt «Les Falaises» ersetzen.

Im neuen Gebäude wird es unter anderem eine Pufferzone mit 5 Plätzen sowie einem eigenen überdachten Spazierhof und einer eigenen Werkstatt geben. Die 5 Plätze für die Administrativhaft werden den Vorgaben des Bundesamts für Justiz entsprechen und sollen ebenfalls über einen eigenen Spazierhof und eine eigene Werkstatt verfügen.

Mit den Anpassungsarbeiten soll das bestehende Gebäude mit den Anforderungen der Untersuchungshaft in Einklang gebracht werden. Diese verlangt namentlich besondere Vorrangslösungen zur Vermeidung der Kollusionsgefahr. So darf es zwischen den Gefangenen im Straf- und Massnahmenvollzug und jenen in Untersuchungshaft sowie zwischen den Besucherinnen und Besuchern und den Gefangenen keinen Austausch geben. Weiter muss gewährleistet sein, dass die Ein- und Ausgänge, die Spazierhöfe und die Zellen der anderen Gefangenen von den Zellen aus nicht sichtbar sind. Außerdem unterscheiden sich die Sicherheitsbedürfnisse im Regime der Untersuchungshaft während des aktiven Untersuchungsverfahrens (nachfolgend: UH1) von jenen nach dieser Phase, wenn es im Wesentlichen die Ergebnisse eines Gutachtens oder ein Urteil abzuwarten gilt (nachfolgend: UH2). In der UH2 ist mehr Flexibilität möglich und die Haftbedingungen sollten idealerweise möglichst jenen des Straf- und Massnahmenvollzugs entsprechen.

Das Raumprogramm im Anhang dieser Botschaft wurde unter Berücksichtigung dieser besonderen Anforderungen erstellt. Die möglichen Synergien mit der bestehenden

Einrichtung werden folglich im Rahmen dieser Vorgaben genutzt. Für einen rationellen und sichereren Betrieb gilt es, bei der neuen Struktur eine eigenständigere Arbeitsweise sicherzustellen, als bei den anderen Gebäuden am Standort Bellechasse, in denen Personen im Straf- und Massnahmenvollzug untergebracht sind. Obwohl sich namentlich bei der Heizung, bei der Sicherung und bei der Bewachung bedeutende Synergien nutzen lassen, ist der Bereich der Untersuchungshaft auf zusätzliche Räumlichkeiten für Verpflegung, Gesundheitsversorgung, Wäscherei und Besuche angewiesen.

Zwar können die Hauptmahlzeiten im zukünftigen Lebensmittelzentrum des Standorts Bellechasse im Sektor des offenen Vollzugs zubereitet werden (s. Punkt 6), doch die neue Einrichtung für die Untersuchungshaft muss dennoch über einen eigenen Raum zum Aufwärmen der Mahlzeiten und für einige einfache Arbeiten verfügen.

Zudem muss eine Kantine mit einer Fläche von 30 m<sup>2</sup> eingerichtet werden, die als Sammel- und Startbereich für die Fachpersonen für Justizvollzug dienen wird. Ein Teil von ihnen wird sich grundsätzlich dort verpflegen, damit sicher gestellt ist, dass in dem Gebäude durchgehend genügend Mitarbeitende anwesend sind, um in Notfällen oder bei unvorhergesehenen Ereignissen wie einer Ankunft oder einer Entlassung sofort reagieren zu können.

Was die Gesundheitsversorgung angeht wird das Gesundheitszentrum des Standorts Bellechasse in der Lage sein, die Gefangenen der neuen Einrichtung für spezifische Pflegeleistungen wie Zahnbehandlungen oder Röntgenaufnahmen aufzunehmen. Für die medizinische Grundversorgung, namentlich für Arztvisiten und psychiatrische Sprechstunden, müssen jedoch Räumlichkeiten im Gebäude selbst zur Verfügung stehen, damit die Gefangenen den UH-Sektor nicht zu verlassen brauchen. Zu diesem Zweck sind zwei Behandlungsräume, zwei Büros für das Pflegepersonal, ein Büro/Sprechzimmer für die Psychiatrie und ein Raum für die Lagerung der Medikamente vorgesehen.

Für die laufende Verwaltung der Fälle, die eine direkte und rasche Bearbeitung innerhalb der Einrichtung erfordern, ist eine Fläche von 152 m<sup>2</sup> vorgesehen. Alle Räume werden deshalb so angeordnet, dass sich die Büros der Verwaltung in der Nähe der Räume für die Sicherheit befinden und dass der Bedarf an Sicherheits- und Einsatzschleusen zwischen den verschiedenen Sektoren gedeckt ist. Personalmanagement und allgemeine Buchhaltung werden weiterhin vom Personal der Freiburger Strafanstalt im Hauptverwaltungsgebäude des Standorts geführt.

Ein Besuchsraum, drei Anhörungsräume, zwei Schulungsräume und ein Raum für die Seelsorge vervollständigen das Raumprogramm, wodurch das Gebäude so eigenständig wie möglich betrieben werden kann.

Weiter ist darauf hinzuweisen, dass in Zukunft alle Arrestzellen des Standorts Bellechasse in diesem Gebäude betrieben werden. Zwischen dem Sektor des Straf- und Massnahmenvollzugs und dem heutigen VSV-Gebäude wird es eine spezielle Verbindung geben, damit eine möglichst klare Trennung zwischen den beiden Haftregimen gewährleistet ist. Aufgrund der Gesamtzahl der Gefangenen müssen mindestens 9 Zellen bereitgestellt werden (grundsätzlich 3% der Plätze gemäss Bundesamt für Justiz). Der Sektor im Untergeschoss des VSV-Gebäudes, der 8 Plätze umfasst, soll deshalb um eine zusätzliche Zelle vergrößert werden.

Für das Management der Ein- und Austritte von Gefangenen sind vier neue Eintritts- und Wartezeichen geplant. Im Eingangssektor sollen auch Räumlichkeiten für die elektronische Kontrolle der Gefangenen und des Gepäcks, ein Raum für die Aufbewahrung der persönlichen Effekten der Gefangenen und ein Empfangsbüro für die Erledigung verschiedener Formalitäten (Fotografieren, Inventar der persönlichen Effekten usw.) eingerichtet werden. Ein Personaleingang und ein Besuchereingang sind im detaillierten Raumprogramm im Anhang dieser Botschaft ebenfalls eingeplant.

## 5.2. Schaffung eines Lebensmittelzentrums

Zur Erinnerung: Der Studienkredit für die Erweiterung des Standorts Bellechasse, den der Große Rat im Juni 2016 genehmigt hat, sah auch einen Umbau der bestehenden Küche von Bellechasse vor, um sie mit den geltenden Bestimmungen in Einklang zu bringen und ihre Kapazität für die Zubereitung der zusätzlich benötigten Mahlzeiten zu erhöhen. Eine böse Überraschung bei den Kosten des geplanten Projekts und die Aussicht auf den Umzug des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse bewegten den Staatsrat nun dazu, auf die ursprünglich geplante und analysierte Investition zu verzichten. Die Idee einer Küchenrenovation wird ganz aufgegeben. Stattdessen soll in der Verlängerung des Gebäudes, in dem der offene Vollzug untergebracht ist, ein ganzes Lebensmittelzentrum (Küche, Kühlraum, Spültechnik usw.) entstehen. Die in verschiedene Zonen aufgeteilte Bruttogeschossfläche wird auf insgesamt 585 m<sup>2</sup> geschätzt. Die neue Einrichtung wird vollkommen zweckmäßig sein und dabei etwas weniger kosten als eine Renovation. Die Räumlichkeiten der aktuellen Küche werden umgenutzt. An ihrer Stelle sind eine Bäckerei, ein neuer Teil der Konditorei und neue, heute fehlende Garderoben vorgesehen. Überdies werden ein Ergotherapieraum für die Gefangenen im offenen Vollzug und Gemeinschaftsräume geschaffen. Letztere werden auch als geschützte Werkstätte für Gefangene im Vollzug einer therapeutischen Massnahme und für ältere Gefangene dienen.

### **5.3. Anpassung des Parkplatzes**

Während der Standort Bellechasse heute über 200 Haftplätze verfügt, wird er bis 2025, 2026 300 Plätze verwalten, davon 280 am Hauptstandort und 20 weitere in der Nähe des Bahnhofs von Sugiez. Der Parkplatz muss demnach vergrössert werden, dies umso mehr, als er beim Bau der 40 Plätze für den VSV nicht angepasst worden war und heute regelmässig voll belegt ist. Es ist deshalb vorgesehen, 48 Parkplätze für Personewagen und 6 weitere für Motorräder zu bauen. Diese Zahl lässt sich mit zwei zusätzlichen Fahrzeugreihen parallel zur Längsseite des bestehenden Parkplatzes erreichen.

### **5.4. Neues Gebäude «Passerelle» für Arbeitsexternat und Halbgefängenschaft am Standort der alten Schule von Sugiez**

Um die Haftregime Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat am Standort der alten Schule von Sugiez unterzubringen, sind recht umfangreiche Arbeiten erforderlich. Damit jegliche Nachbarschaftsprobleme vermieden werden können, wird das Gebäude die Form eines L haben, wobei die sichtbaren Seiten zur Strasse hin keine Fenster aufweisen werden. Die bewohnten Teile sollen parallel zu den umliegenden Straßen verlaufen und der Aussenhof auf der Seite des Waldes und des bestehenden Parkplatzes zu liegen kommen.

Gemäss dem drei Etagen umfassenden Raumprogramm soll das Erdgeschoss hauptsächlich für Personal, Sicherheit und Hauswirtschaft genutzt werden. Die beiden oberen Etagen sind für die Gefangenen vorgesehen und werden eine ähnliche Raumaufteilung aufweisen. Jede Etage umfasst 10 Zimmer, die zum Hof reichen, wodurch sich der Kontakt zu den umliegenden Strassen des Gebäudes verhindern lässt. Im Übrigen wird jede Etage namentlich über zwei Waschküchen, zwei kleine Küchen, ein Raucherzimmer, eine Bibliothek und Toiletten verfügen. Die Bruttogeschossfläche wird auf insgesamt 907,2 m<sup>2</sup> geschätzt.

## **6. Finanzielle Auswirkungen**

### **6.1. Investitionskosten**

#### **6.1.1. Baukosten**

Die Bruttoinvestitionskosten für die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wurden auf insgesamt 29,249 Millionen Franken veranschlagt. Die Schätzung beruht namentlich auf den Kosten pro Quadratmeter Geschossfläche in der ersten Etappe der Vollzugsplanung und auf den Baukosten für die Justizvollzugsanstalt Lenzburg im Kanton Aargau. Nach Abzug der vom Bund gewährten Beiträge in der Höhe von geschätzten 2,601 Millionen Franken (1,367 Millionen für den Umzug der Vollzugsanstalt «Les Falaises» und 1,233 Millionen für das Lebensmittelzentrum) und der Arbeiten, die direkt von der FRSA – Standort Bellechasse ausge-

führt und auf 500 000 Franken veranschlagt werden, dürfte der Anteil des Staats Freiburg für die rein baulichen Aspekte rund 26,148 Millionen Franken betragen. Zum jetzigen Zeitpunkt der Projektierung wurden die Kostenschätzungen vom Architekturbüro LZA Architectes SA in Zusammenarbeit mit der FRSA und dem Hochbauamt vorgenommen.

Die genauen Beträge nach Objekt sind im beiliegenden Dokument aufgeführt und lassen sich wie folgt zusammenfassen:

1. Realisierung Gebäude «Bibera»	Fr. 19 776 000.–
2. Lebensmittelzentrum	Fr. 4 745 000.–
3. Realisierung Gebäude «Passerelle»	Fr. 4 558 000.–
4. Vergrösserung des bestehenden Parkplatzes	Fr. 170 000.–
<b>Total</b>	<b>Fr. 29 249 000.–</b>

Für die Sicherung des Geländes während der Bauarbeiten müssen ebenfalls private Dienstleistungen von Dritten im Wert von 400 000 Franken pro Jahr in Anspruch genommen werden, weil der Standort Bellechasse während der Arbeiten weiterbetrieben wird. Der über die Dauer der Bauarbeiten verteilte Gesamtbetrag beläuft sich somit auf rund 1 200 000 Franken<sup>1</sup>. Diese Summe ist ebenfalls im Verpflichtungskredit zu berücksichtigen.

#### **6.1.2. Übrige Kosten der zukünftigen Bauarbeiten**

Neben den direkten Baukosten wird das Projekt auch zeitlich begrenzte Nebenkosten verursachen.

Für die Ausbildung und Schulung des Personals im Hinblick auf die neue Konfiguration der Gebäude und die neue interne Organisation der FRSA müssen vor der Inbetriebnahme der neuen Räumlichkeiten vorübergehend zusätzliche Personen angestellt werden.

Zudem wird für die Entwicklung der neuen Arbeits- und Betriebsorganisation der FRSA mit drei getrennten Hafttypen sicherlich externe Hilfe nötig sein, damit die Direktionsmitglieder in dieser arbeitsintensiven Zeit unterstützt werden können.

In den entsprechenden Budgets sind für die Finanzierung dieser besonderen Ausgaben zusätzliche Mittel einzutragen.

Die Schliessung des Zentralgefängnisses und der Vollzugsanstalt «Les Falaises» hat zur Folge, dass die Subventionen, die der Bund dem Kanton Freiburg seinerzeit gewährt hatte, zurückgestattet werden müssen. Geht man von einer Rück erstattung im Jahr 2025 aus, so ergibt sich ein Betrag von

<sup>1</sup> 3 Jahre × 400 000 Franken = 1 200 000 Franken (Kosten geschätzt mit einem Tarifansatz von 45 Franken pro Stunde, 7 Tage die Woche, rund um die Uhr)

400 000 Franken<sup>1</sup>, der beim zu beantragenden Verpflichtungskredit zu berücksichtigen ist.

Schliesslich ist im Hinblick auf die Beantragung des Verpflichtungskredits auch zu entscheiden, wie und zu welchen Kosten der Umzug des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse konkret ablaufen soll.

## 6.2. Zukünftige Betriebskosten

### 6.2.1. Personalkosten

Aus der Zusammenführung aller Haftformen am Standort Bellechasse werden sich einige Synergien ergeben. Zurzeit belaufen sich die Vollzeitäquivalente (nachfolgend: VZÄ) auf 39,40 für den Standort Zentralgefängnis und 139,44 für den Standort Bellechasse. Nach der Schliessung des Zentralgefängnisses sollte abgesehen von der Konkretisierung der Therapiestation langfristig kein zusätzliches Personal nötig sein. Die FRSA wird jedoch ihre Struktur und ihre interne Organisation überarbeiten müssen, um die Synergien, die durch die Zusammenführung entstehen, optimal nutzen zu können und so insbesondere die Betreuung von Personen mit einer therapeutischen Massnahme und Gefangenen in der zweiten Phase der Untersuchungshaft zu verbessern.

Das neue Gebäude für das Arbeitsexternat und die Halbgefängenschaft wird weiter als heute vom Hauptvollzugsstandort entfernt sein. Da eine Intervention vom Hauptstandort Bellechasse aus deshalb mehr Zeit erfordert, muss die Verteilung der VZÄ unweigerlich zugunsten dieser neuen Einrichtung angepasst werden. Dennoch wird sie weniger Ressourcen beanspruchen als eine Einrichtung in der Stadt Freiburg oder in deren Agglomeration. So müssten für ein weit vom Hauptstandort entferntes Gebäude unweigerlich neue VZÄ geschaffen werden, wobei die Einrichtung weniger von zusätzlichen Leistungen des Hauptstandorts profitieren könnte. Die FRSA hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche die zukünftige Arbeitsweise der Häuser entsprechend ihrer Haftform definieren soll. Anhand ihrer Überlegungen und Ergebnisse wird es möglich sein, die obgenannten Punkte im Antrag für den Verpflichtungskredit genauer auszuführen.

### 6.2.2. Übrige Kosten

Neben den obgenannten Personalkosten sind weitere Ausgaben vorzusehen.

Erstens ist aufgrund des Transports von Anwältinnen und Anwälten zum neuen Standort in Bellechasse mit einer leichten Kostensteigerung zu rechnen. Ausgehend von den 360 Besuchen, die 2018 im heutigen Zentralgefängnis stattgefunden haben, kann dieser Betrag auf 45 000 Franken

geschätzt werden (50 km multipliziert mit Fr. 2.50 pro Kilometer (gemäss dem Tarif der unentgeltlichen Rechtspflege) multipliziert mit 360). Dieser Betrag ist jedoch gering verglichen mit den Vorteilen einer Zusammenführung aller Hafttypen an einem Standort (bessere Sicherung, Modularität, höhere Flexibilität usw.) und den jährlichen Gesamtkosten der unentgeltlichen Rechtspflege in Strafsachen (1,5% des Totalbetrags von 3 Millionen aus dem Jahr 2018, gemäss dem Tätigkeitsbericht des Amts für Justiz).

Zweitens wird die Erhöhung der Fahrzeit und der Kilometerzahl bei der Verlegung der Gefangenen an den Standort Bellechasse zusätzliche Ausgaben zur Folge haben. Eine Arbeitsgruppe entwickelt im Hinblick auf den Verpflichtungskredit verschiedene Modelle, um einen möglichst preisgünstigen Transport sicherzustellen.

## 7. Höhe des Studienkredits

Für die Entwicklung der Bauvorhaben im Hinblick auf die Realisierung der in der zweiten Etappe der Vollzugsplanung geplanten und auf 29,249 Millionen Franken veranschlagten Infrastruktur werden 1,76 Millionen Franken benötigt. Zudem ist ein Betrag von 40 000 Franken erforderlich, damit in einer Vorstudie die Zukunft des Zentralgefängnisses und der Strafanstalt «Les Falaises» nach deren Schliessung geklärt werden kann. Dabei ginge es lediglich darum, Optionen für eine neue Nutzung der Infrastruktur festzulegen. Je nach gewählter Variante könnte zu gegebener Zeit ein separater Projektierungskredit beantragt werden. Der Gesamtbetrag für den vorliegenden Projektierungskredit in der Höhe von 1,8 Millionen Franken ist bereits im Finanzplan 2020–2023 vorgesehen.

## 8. Zeitplan

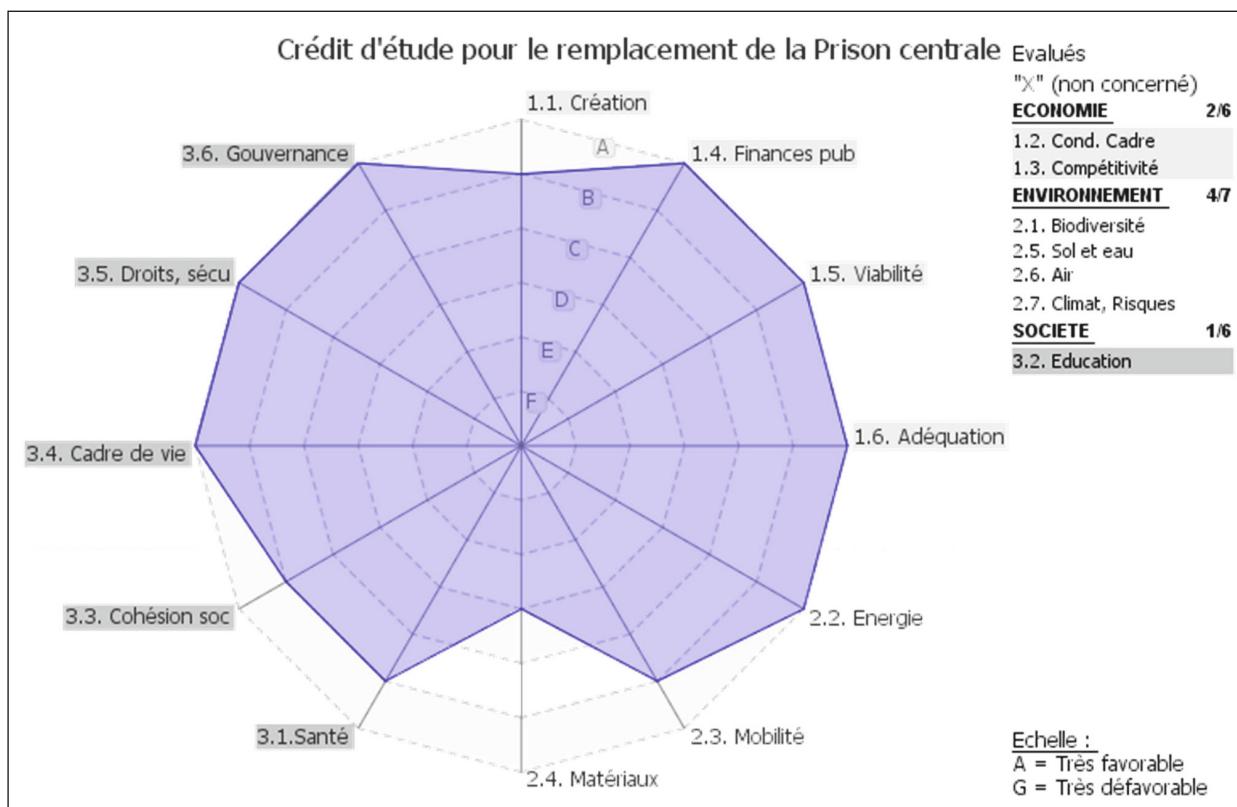
Im ersten Halbjahr 2021 sollte ein Verpflichtungskredit beantragt werden. Demnach wäre die Ausschreibung im Verlauf desselben Jahres zu lancieren.

Ohne unvorhergesehene Umstände sollte der vergrösserte Parkplatz ab 2022 einsatzbereit sein. Die gestaffelte Inbetriebnahme der übrigen Infrastruktur beginnt 2023 mit der neuen Küche, worauf Anfang 2024 die Einrichtung für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat und 2025 das neue Zentralgefängnis folgen. Nach jeder Inbetriebnahme ist jedoch eine Phase für die Schulung und die Verlegung der Gefangenen einzuplanen. Das Projekt als Ganzes wird deshalb erst Ende des Jahres 2025 voll betriebsbereit sein.

<sup>1</sup> Es handelt sich um eine Subvention von ca. 220 000 Franken für die Vollzugsanstalt «Les Falaises» aus dem Jahr 2010 und eine Subvention von 180 000 Franken für die Werkstatt und die Renovation des Spazierhofs aus dem Jahr 2014.

## 9. Nachhaltige Entwicklung

Die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wurde als Ganzes nach den Kriterien der nachhaltigen Entwicklung anhand von Boussole21 beurteilt<sup>1</sup>.



## 10. Fazit

Abschliessend bestätigt der Staatsrat, dass die Schliessung des Zentralgefängnisses nun Priorität hat und vor 2026 erfolgen muss. Angesichts der oben ausgeführten Argumente stellt die Verlegung des Zentralgefängnisses an den Standort Bellechasse die einzige Lösung dar, die sich innert vernünftiger Frist und in einem vernünftigen Kostenrahmen realisieren lässt.

Damit die Kosten der notwendigen Bauvorhaben ermittelt werden können, ist ein Projektierungskredit unabdingbar. Abschliessend ersuchen wir Sie, den vorliegenden Dekrets-entwurf gutzuheissen.

---

### Anhänge:

- 
- 1. Raumprogramm
- 2. Tabellarische Zusammenfassung der Kostenschätzung
- 3. Boussole21

<sup>1</sup> S. Anhang 3

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'étude  
en vue de la réalisation de la seconde étape  
de la planification pénitentiaire 2016–2026**

*du...*

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2019-DSJ-180 du Conseil d'Etat du 16 décembre 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Un crédit d'étude de 1,8 million de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances pour le financement des études préparatoires en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels du Service des bâtiments, sous la rubrique EBEL-3365/5040.000, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

**Dekret über einen Studienkredit für die Umsetzung  
der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026**

*vom...*

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DSJ-180 des Staatsrats vom 16. Dezember 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Zur Finanzierung der Vorstudien für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 wird bei der Finanzverwaltung ein Studienkredit von 1,8 Millionen Franken eröffnet.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle EBEL-3365/5040.000 in die jährlichen Finanzvoranschläge des Hochbauamts eingetragen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Les dépenses relatives aux études préparatoires seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

Le présent décret n'est pas soumis au référendum.

Il entre en vigueur immédiatement.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Die Ausgaben für die Vorstudien werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 FHG abgeschrieben.

**II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**IV.**

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt sofort in Kraft.